

Ensemble pour la grève féministe

Le 8 mars, journée internationale de

lutte pour les Droits des Femmes



Dans la fonction publique, 62 % des agent-es publics sont des femmes. Pourtant les inégalités sont criantes : 19 % pour les inégalités salariales, 30 % de primes en moins, temps partiels souvent subis et largement pris par les femmes puisque 82% d'entre eux et 96% des congés parentaux sont pris par des femmes.

Mais cela signifie également que les femmes subissent massivement la précarité : 67% des contractuel-les sont des femmes, ce sont bien les femmes qui subissent les postes les moins rémunérés.

Les filières féminisées (éducation, santé, filière sociale et médico-sociale) sont très largement moins rémunérées que les filières fortement masculines (ordre public, sécurité), et leur sous-rémunération ajoutée à des conditions de travail dégradées génère des difficultés de recrutement (EHPAD, enseignement).

Les femmes subissent aussi les violences sexuelles et sexistes partout : dans la rue, dans leurs foyers mais également au travail. La fonction publique n'est pas exempte de ces situations dramatiques.

Si les femmes subissent inégalités et discriminations lorsqu'elles sont agent-es publics, elles subissent également comme toutes les femmes les conséquences des manques et suppressions de services publics: ainsi le manque de places en crèche les pénalise, particulièrement concernant les bas revenus où elles sont nombreuses.

Solidaires Fonction publique revendique:

- » l'égalité salariale femmes/hommes,
- » la requalification des filières féminisées,
- » l'application concrète de la Charte contre les violences sexistes et sexuelles dans la fonction publique,
- » la mise en oeuvre dans les faits de l'accord **Égalité Femmes/Hommes dans la fonction publique de 2018.**

